



**Conférence Internationale
AGRICULTURE, PASTORALISME
ET AIRES PROTEGEES**

TENSIONS ET SOLUTIONS POUR L'AVENIR
DES TERRITOIRES RURAUX EN AFRIQUE
CENTRALE ET AU SAHEL



**Bonnet Bernard,
Effantin-Touyer Rachel,
Sougnabé Pabamé**

iram

Transhumants et gestionnaires des aires protégées : mieux se comprendre pour une gestion durable des espaces pastoraux

Une analyse croisée à partir de quelques travaux de
l'Iram au Tchad, en Côte d'Ivoire et en RDC

2 octobre 2024

**Quelques leçons
d'expériences
pour une
meilleure
coopération
entre la
transhumance et
la gestion des
aires protégées
(Tchad, RCI, RDC)**

- I. Des expériences très diverses dans la gestion des aires protégées du point de vue de l'implication des sociétés locales**
- II. L'élevage pastoral soumis à de très fortes contraintes à l'échelle régionale**
- III. La demande de gestionnaires des aires protégées: vers une gestion durable négociée des espaces pastoraux en périphéries des aires protégées**
 1. Demande des conservateurs
 2. Problématique : le pastoralisme comme élément perturbateur
 3. Trajectoires très contraintes des éleveurs à la périphérie
- IV. Conclusion: comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?**

1- Des expériences très diverses dans la gestion des aires protégées et des systèmes pastoraux sous pression

Différents travaux en lien avec la conservation et les aires protégées

- Evaluation des Parcs nationaux de Guinée (UE)
- Formulation de projets de parcs nationaux transfrontaliers Guinée-Mali, Guinée-Guinée Bissao (UE)
- Accompagnement d'expériences de gestion locale des ressources naturelles intégrant des aires protégées au Tchad (17 ans avec les associations Ilods du Mayo Kébbi – GIZ)
- Appui ponctuel à la demande de gestionnaires de parcs nationaux en Côte d'Ivoire (OIPR AFD), RDC (APF)

Des approches très diverses des relations entre gestionnaires des aires protégées et usagers des ressources naturelles à la périphérie : entre défiance et véritable coopération

- **gestion avec/par les populations** : PN Haut Niger, Girafes de Kouré, RFBL, transhumance dans les Parcs Nationaux en France, contribution des acteurs des régions à l'élaboration de la SNB en Mauritanie
- relations beaucoup plus distantes entre gestionnaires et populations riveraines y compris les pasteurs
- relations souvent difficiles entre agriculteurs éleveurs et agents de l'environnement : répression, corruption en dehors des aires protégées...



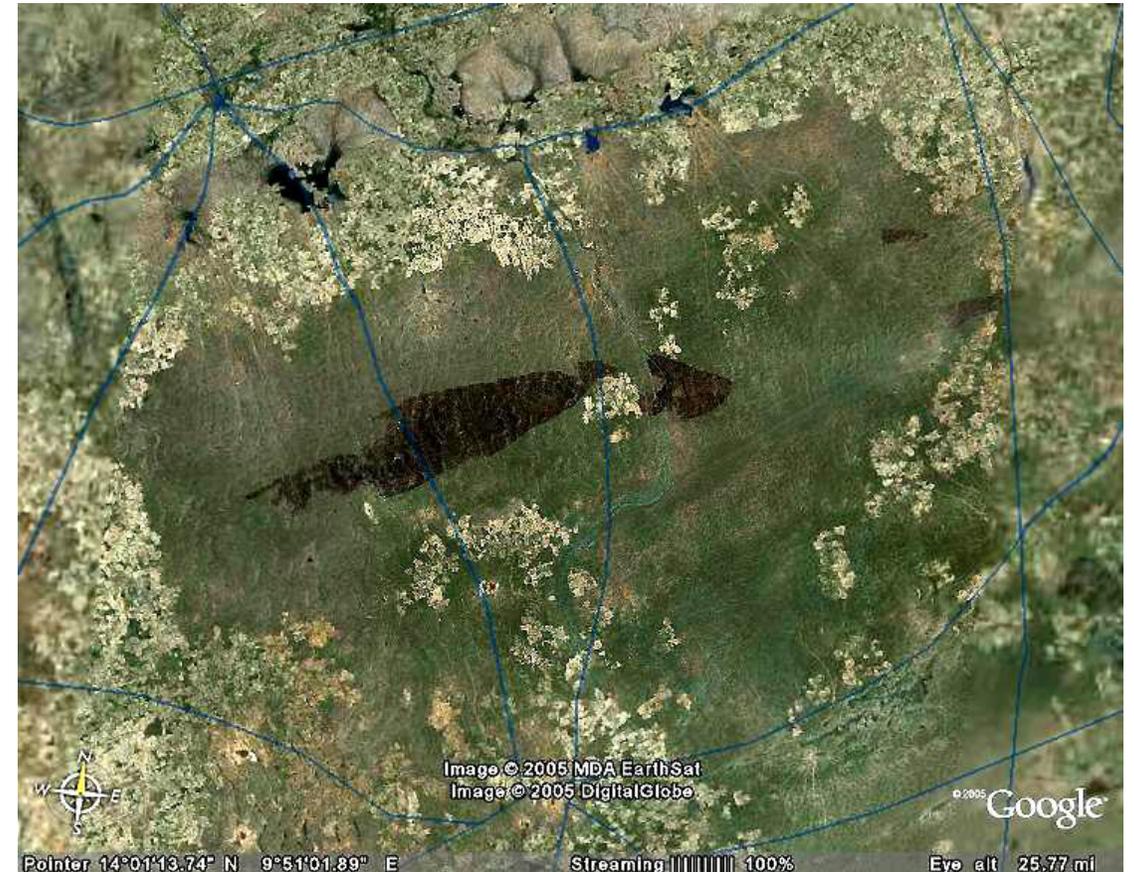
2- L'élevage pastoral soumis à de fortes contraintes à l'échelle régionale

- **A l'échelle de la planète, l'élevage pastoral fait vivre plusieurs centaines de millions de personnes** et concerne différentes espèces de ruminants. Il valorise **plus de la moitié des terres émergées**.
- **Zones pastorales représentent plus de 38% des pays sahéliens,**
- **Au Sahel, un élevage reproductif** dans lequel les animaux sont principalement nourris par la pâture des terres de parcours communautaires ou publiques.
- **Une grande diversité de systèmes évolutifs construits spécifiquement** en lien avec les ressources pastorales et les ententes entre communautés locales.
- **Recours fréquent à une mobilité saisonnière pour assurer la productivité et la durabilité** avec contrastes saisonniers et variabilité inter annuelle
- **Alimente l'essentiel des marchés à bétail de la région à destination des capitales régionales:** une chaîne de valeur génératrice de nombreux emplois.
- **Prépondérance des systèmes pastoraux et agropastoraux dans l'économie régionale :** 515 millions de têtes, 5% du PIB global, **29% du PIB agricole,**
- **Plus de 90% de la couverture des besoins régionaux** en viande rouge et 70% du lait.



Des sociétés et des espaces transformés sous l'effet des changements structurels

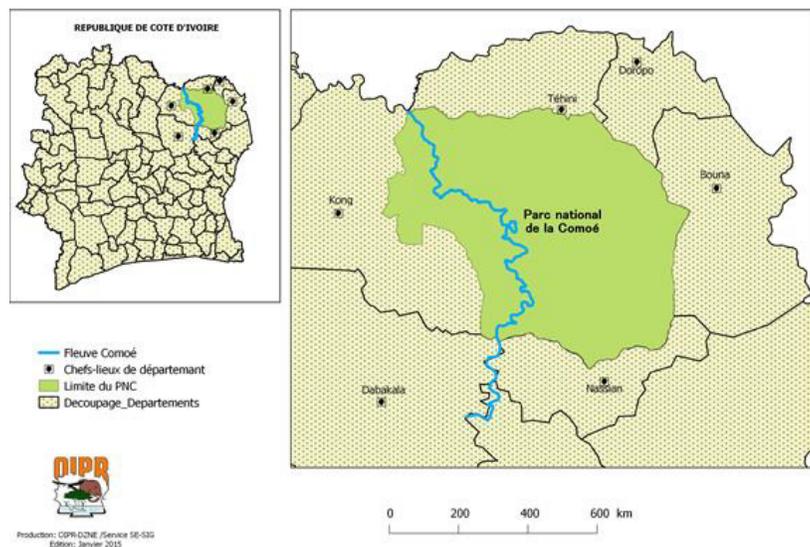
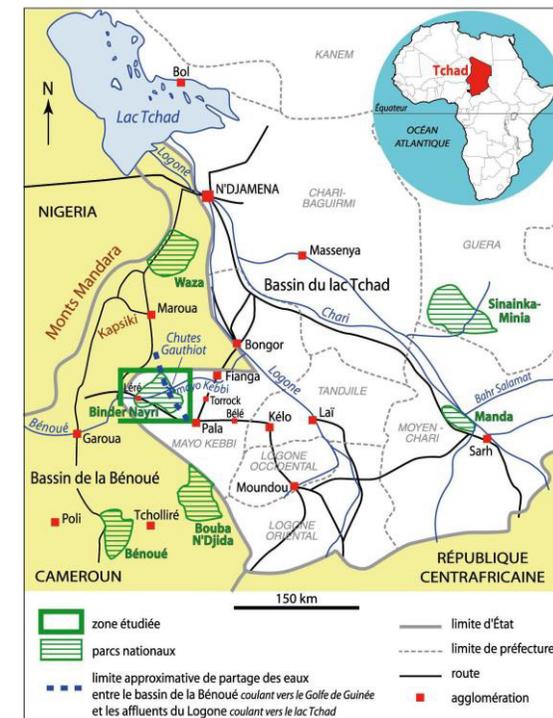
- **Évolutions des mobilités:** tentatives de fixation, recomposition des espaces face à l'insécurité...
- **Evolutions de la propriété des troupeaux** (et des techniques d'accès aux ressources)
- **Transformation densification des espaces ruraux**
- **Multiplicité de conflits: causes et intensité variables** souvent assimilés à la relation agriculteurs éleveurs
- **Un besoin de renégociation des arrangements fonciers** entre agriculture et élevage
- **Gouvernance des ressources soumise à un contexte de grave crise sécuritaire:**
 - **Insécurité de vastes zones pastorales:** groupes armés, banditisme, vol de bétail, prises d'otages
 - **Fragilisation/ rupture du lien entre groupes pastoraux et agricoles**
 - **Déplacements massifs de populations, recomposition de l'occupation des espaces**
 - **Réhabilitation - extension des aires protégées, aménagements agricoles à grande échelle (ranch, mines, parcs solaires...)**



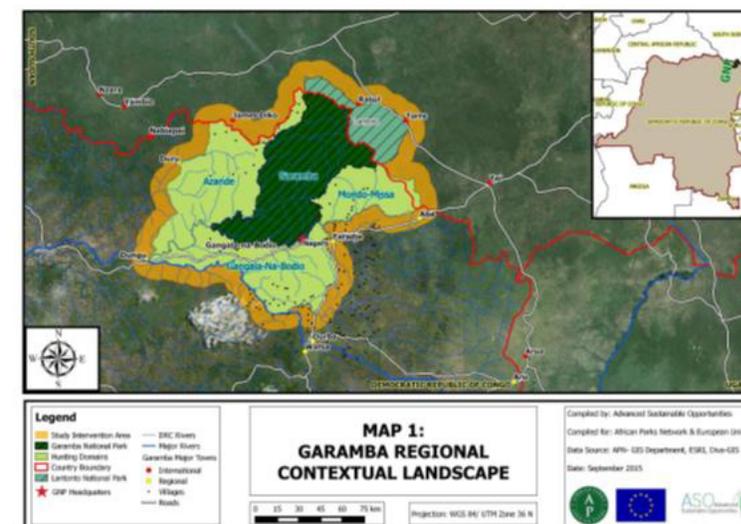
3 contextes d'action en lisière sahélo-soudanienne



TCHAD Mayo Kebbi
Réserve de Faune Binder-Léré (1974), gestion par les associations Ilods
Création du P.N. Sena Oura (2008) et Parc National de Zha-Soo (2022),
Gestion : genèse en GDRN, récemment recentralisée
Travaux Iram :
PCGRN PRODALKA 1994 – 2011 (GIZ)
Etude Baseline PETRA GIZ (2023-2024)



R.D.CONGO
Paysage PN Garamba – RN Bili Uele
Gestion : African Parks (2005-)
Travaux Iram : Étude de diagnostic et de formulation de propositions d'intervention pour la gestion concertée des espaces pastoraux dans les ensembles périphériques du Garamba National Park et de la réserve de Bili-Uele en RDC (2019)
Prog. Recherche Groupes pasteurs Insécurité (2023-2024)



COTE D'IVOIRE
Parc National de la Comoé (1983)
Gestion : Etat (reprise en 2010)
Travaux Iram : Étude sur la gestion de la transhumance autour des parcs nationaux du Mont Sangbé et de la Comoé (2015)
Formulation ECOTER (Rég. Bounkani 2017)

Source : Advanced Sustainable Opportunities, 2015 (UE, African Parks).

La demande des gestionnaires des aires protégées

(P.N. Garamba – R.N. Bili Uele en RDC / P.N. Comoé en RCI)

⇒ 1. État des lieux de la transhumance en périphérie des entités protégées et de leurs dynamiques transfrontalières

- L'identification des **itinéraires** majeurs de transhumance et/ou de mobilité pastorale autour de ces aires protégées et de leurs déterminants, en mettant en exergue les flux d'animaux transhumants, les zones de transit, les points d'eau et les marchés, l'état d'éventuelles infrastructures d'élevage : 3 échelles d'observation ;
 - les grands axes de transhumance,
 - les étapes aux abords de l'aire protégée pour comprendre sa fonction dans les systèmes pastoraux, et
 - les parcours locaux dans l'aire protégée et sa périphérie ;
- La typologie des **acteurs** concernés par la transhumance ;
- L'identification de façon participative des causes des **conflits** liés à la transhumance et leurs modalités de **gestion** (pratiques locales relatives à ce phénomène et toute autre mesure prise pour gérer les conflits).

⇒ 2. Formulation d'une stratégie et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre

- ✓ La proposition de **pistes d'actions pour animer un processus de concertations inclusifs autour des enjeux du pastoralisme et de la conservation**, ainsi que sur l'amélioration des conditions de vie des populations résidentielles et transhumantes ;
- ✓ L'analyse des **possibilités d'association agriculture-élevage** et d'actions facilitant les **interactions positives** entre groupes socioprofessionnels dans les zones périphériques ;
- ✓ La proposition **d'aménagements dans les zones périphériques** des entités protégées.

La Comoé : élevage piégé entre insécurité au Nord, front agricole et aire protégée

« Dans l'espace de la Comoé l'élevage mobile est présent depuis plus près d'un siècle. Les flux d'animaux transitant et séjournant dans la grande Comoé sont de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers, essentiellement en saison sèche.

De même sur l'ouest (marché de Kong), un millier de gros ruminants par mois est convoyé vers les marchés terminaux de Bouaké et surtout d'Abidjan, ou vers Bouna à destination de Koumassi (Ghana). Enfin le nombre d'agriculteurs possédant le droit foncier se mettant depuis une décennie à l'agro-élevage (lobi, Koulango, Dioula) est de plus en plus important. »

Dynamiques-clés du territoire régional :

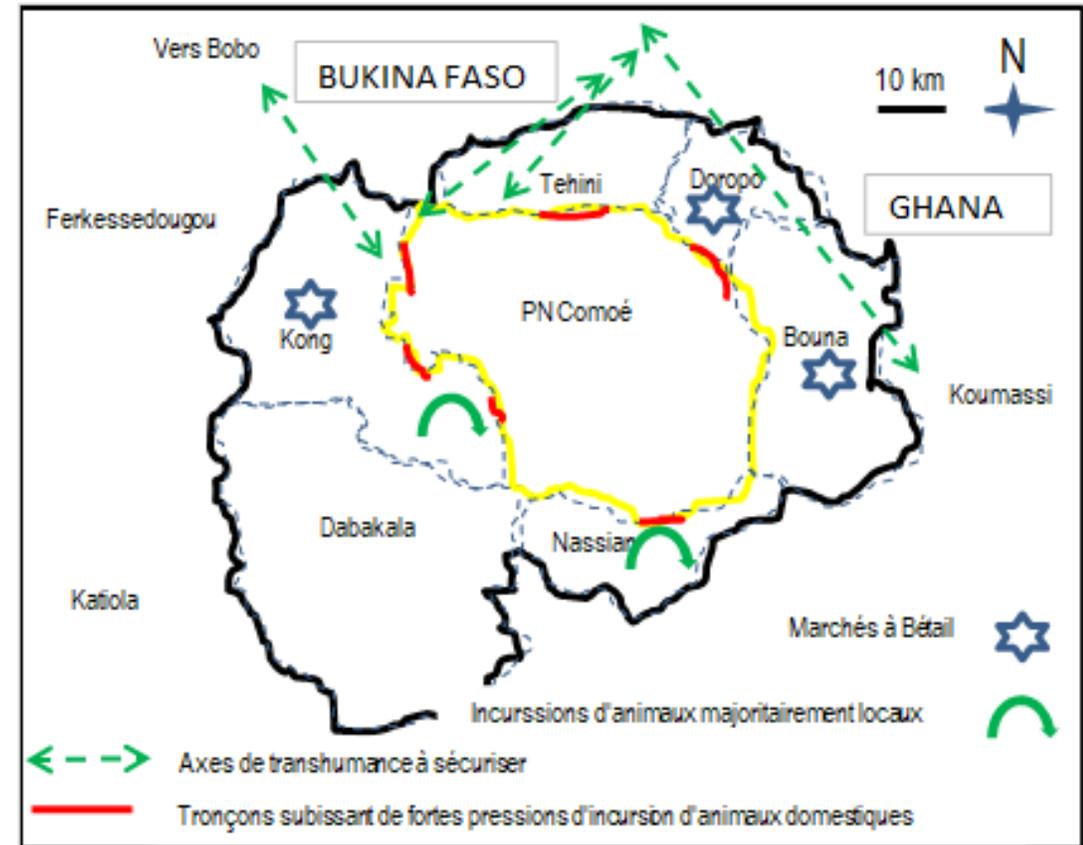
- 1970s : contexte de sécheresse, politique de développement pastorale dans la région nord (Pst H.Boigny) par des programmes d'hydraulique pastorales (barrage pastoraux)
- 1990s : front agricole (culture de rente : anacarde, coton, riz) s'étendant sur les espaces pastoraux aménagés au Nord
- 2010s : intrusion djihadisme/banditisme, incontrôlable dans un espace ou le gestionnaire sans moyen

Conflits éleveurs agriculteurs => pénétration du bétail dans le Parc, comme refuge sous la pression du front agricole

=> La conflictualité est liée à la libéralisation foncière en faveur de l'agrobusiness +

(dimension juridico politique du conflit que l'on classe trop rapidement « d'agropastoral » pour dissimuler les responsabilités du politique, cf. Conclusions JE GRN pôle foncier sept 24, ex. Bénin)

Esquisse des lieux de tensions sur le Parc National de la Comoé



Quels sont les problèmes identifiés en lien avec le pastoralisme?

- **Dégradation des milieux naturels**
par surpâturage

- **Concurrence** alimentaire
avec la faune sauvage

- **Violence**, association au
banditisme (braconnage, djihadisme..)

- **Dégâts sur les cultures**



✓ pour les
gestionnaires des
aires protégées ?

✓ pour les populations
locales

Quelles sont les contraintes subies par les pasteurs ?

- **Discrimination identitaire (allochtonie) :**
 - ✓ quasi-non-accès aux services (école, éducation)
 - ✓ « bouc émissaire », campagne politique pour leur expulsion (« affaire Mbororo » dans la presse congolaise...),
 - ✓ Prix majorés pour les Mbororo sur le marché
 - ✓ Surestimation de l'effectif du cheptel
- **Sécurité et violence :** vols, blessure, abattage d'animaux, actes de crime subi et commis
- **Pression sanitaire** sur les troupeaux : trypanosomiase (RCI, RDC) et babesiose (RDC)



P.N. Comoé : les évolutions à la suite de l'Etat des lieux: *Engager un travail de Gestion des Ressources Naturelles associant la périphérie et les pasteurs*

Conflit agriculteurs/éleveurs : Pic de violence en 2016

Vers une réconciliation par la GRN partagée? « *"On va toujours avoir du mal à s'entendre" avec les éleveurs, avoue sans ambages un agriculteur ivoirien. A moins que... Un programme original a été lancé pour réconcilier ces frères ennemis et pour protéger le Parc national de la Comoé* »

« *"Notre mission, c'est de protéger le parc. Mais nous nous sommes rendu compte que la surveillance seule ne permettait pas d'endiguer les entrées illégales de bovins. Il fallait trouver autre chose", dit-il. "Il fallait trouver des pâturages et de l'eau aux bouviers (éleveurs de bovins) à l'extérieur du parc. Tout en apaisant la situation et évitant de nouveaux conflits* »

⇒ *Projet GIZ (1,2 millions d'euros) : gestion concertée de points d'eau (barrages) avec des comités locaux de gestion (CLG) regroupant toutes les parties prenantes: éleveurs, propriétaires, paysans locataires ainsi que les entreprises locales ou les enseignants*

⇒ *BMZ/ PROFIAB II (2016 – 2019) : Développement de filière noix de cajou et élevage en périphérie*

Mais un processus délicat.. en construction...nécessitant un dialogue permanent pour un changement de pratiques de cohabitation :

«*"Les agriculteurs, ils veulent tout. Ils ne nous laissent pas passer, ils brûlent les champs et ils ne laissent pas un brin d'herbe".*

[<https://www.la-croix.com/Monde/Parc-Comoe-Cote-Ivoire-ecologie-reconcilier-paysans-eleveurs-2019-02-17-1301003071>]

Les acquis :

- **Recul du front agricole illégal :** récupération de terres (5000 ha selon Giz)
- **Retrait du PNC de la liste** « Patrimoine en Péril » en 2017

A venir :

Nitidae/AFD (2024/2027) promotion de la biodiversité et du développement local en périphérie du PNC. Partenariat multisectoriel (environnement, agriculture élevage pêche planification territoriale).

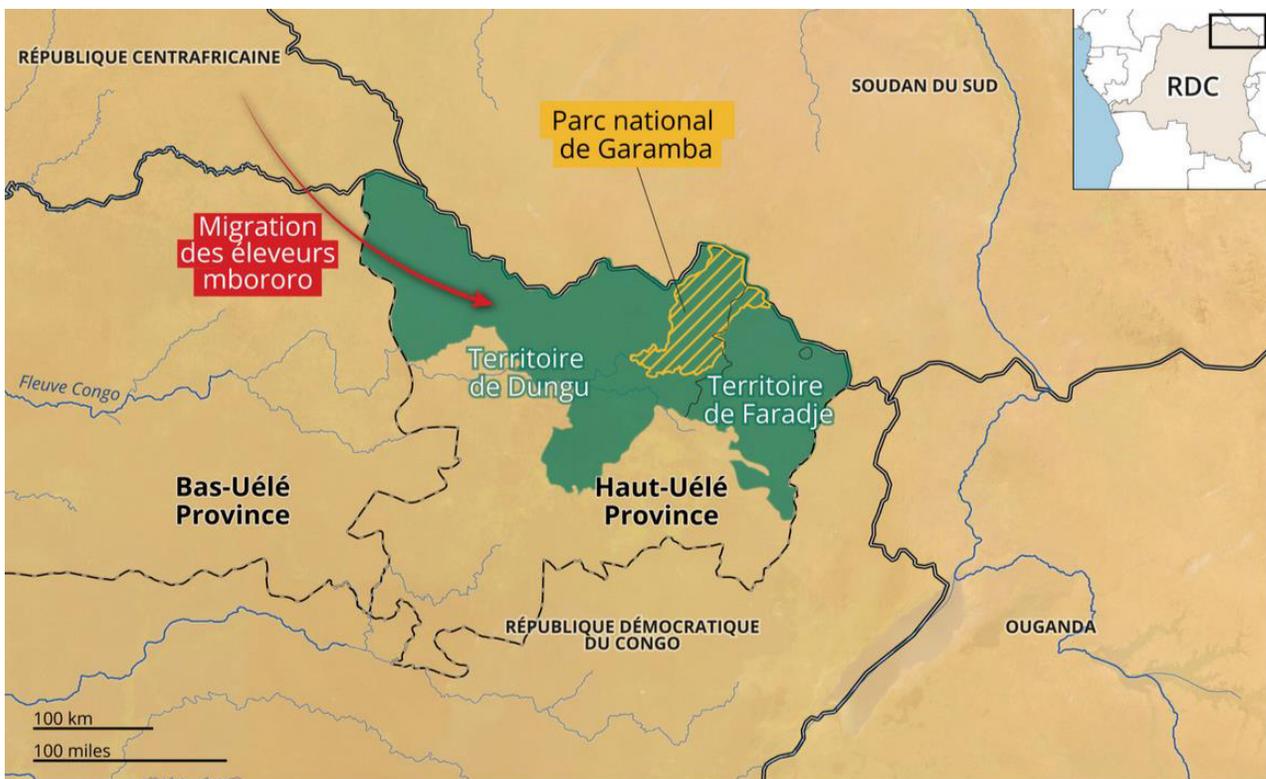
État (OIPR) / OP.

Développement économique et prévention et gestion des conflits fonciers et agropastoraux

P.N. Garamba - Haut Uele : *poursuite des hostilités populations locales / Mbororo...*

2010 : décision de protection des Mbororo par l'Etat congolais à l'UA

2024 : la presse continue de relater la demande d'expulsion par la population locale et les cas de fuite de celle-ci devant la pression Mbororo



<https://fr.mongabay.com/2024/06/eleveurs-mbororo-entre-hostilite-crise-des-terres-et-pression-sur-les-ressources-naturelles-du-bassin-du-congo/>

Vers une sécurisation du Parc contre le braconnage ?

Poursuite du braconnage (groupes armés du sud Soudan surtout) 2017

<https://www.radiookapi.net/2017/10/28/actualite/societe/rdc-la-presence-des-braconniers-sud-soudanais-tourmente-la-population>

Avancées dans la gestion de la cohabitation parc/population : Forum sur la cohabitation pacifique (Isoro, mars 2020) :entre ICCN, PN Garamba, autorités coutumières, société civile.

Résolution des différents entre population et administration parc ICCN, notamment autour des réalisations sociales du Parc et de l'application de la loi du braconnage et de l'orpaillage

[\[https://www.radiookapi.net/2020/03/17/actualite/societe/haut-uele-signature-dacte-dengagement-entre-les-responsables-du-parc\]](https://www.radiookapi.net/2020/03/17/actualite/societe/haut-uele-signature-dacte-dengagement-entre-les-responsables-du-parc)

Réintroduction du Rhinocéros blanc en 2023 dans le PNG : preuve de la sécurisation de la surveillance selon African Parks

Mais...

Absence de la problématique et des acteurs du pastoralisme dans la gestion du Parc et ses périphéries ?

Fuite des éleveurs vers le Sud Soudan

Trajectoires pastorales instables fortement perturbées par l'insécurité

Groupe de Ardo Tchadi : originaire du Tchad (Dourbali) arrivé en RCA dans les années 90 (recherche de bons pâturages, eau d'abreuvement)

2002 traverse la frontière RDC. Parmi les premiers éleveurs arrivés en RDC durant la saison sèche suite à l'observation du pâturage disponible.

Autorisation par les autorités locales de se maintenir dans la localité de Dingba (nord-est de la RDC) document provisoire puis papier de la DGM (autorité militaire) en échange de la restitution des armes à feu. **Paiement de droits de pâture**

2012 : violences avec vols d'animaux se sont déclarées en RDC. **2 sous-groupes sont partis vers le Soudan**, un autre est allé à Mboki en RCA.

Militaires ont saisi plus de 1.000 têtes. **Ardo Tchadi a fait fuir les troupeaux vers le nord**, ce qui lui a valu 3 mois d'emprisonnement. 5 mois plus tard, les autorités sont allées négocier leur retour. Ont utilisé les canaux de la Monusco.

Bilan en 2024 pour ce groupe d'Ardo Tchadi revenu en RDC, peu de pb avec le parc de Garamba; problème de santé animale

Mais c'est surtout encore aujourd'hui, racket et tuerie d'animaux par les autorités militaires et banditisme,

Conflits avec des populations locales => difficultés à être accepté et trouver sa place

à la suite des tensions avec les populations et des militaires congolais **départ d'une grande partie des troupeaux à l'Est de Aba, frontière du soudan du Sud**



4- Conclusion: comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

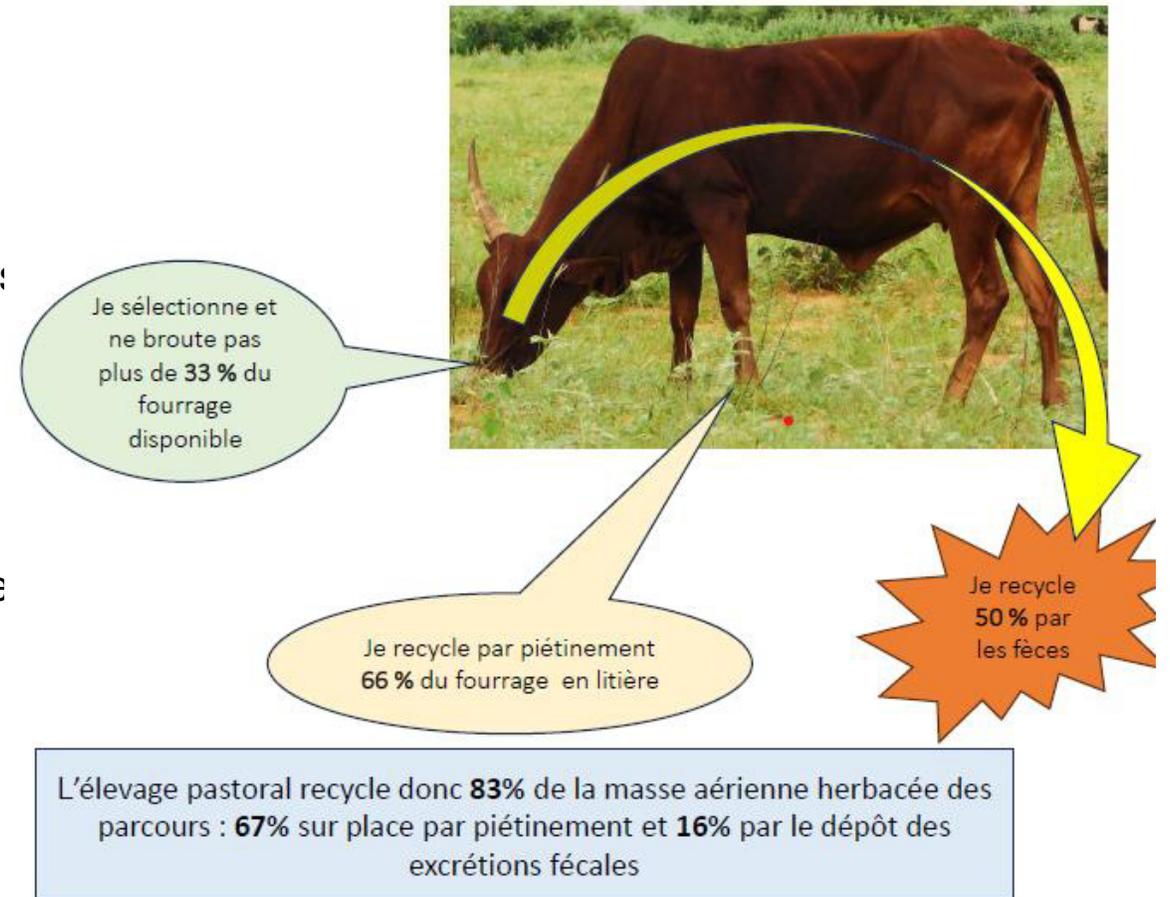
1. Travailler sur une meilleure **compréhension mutuelle entre pasteurs et conservateurs**
2. **Impliquer véritablement les populations rurales** dans la gestion de la biodiversité
3. **Travailler sur la gouvernance des ressources naturelles et la pratique du droit agro-pastoral** et environnemental
4. **Intensifier les complémentarités entre agricultures et élevages**
5. **Développer le dialogue multi-acteurs pour la coopération transfrontalière**
6. **Soutenir la mise en cohérence des politiques nationales et régionales** permettant de mieux intégrer **pastoralisme et conservation de la biodiversité**



4- Comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

4.1- Travailler sur une meilleure compréhension mutuelle entre pasteurs et conservateurs

- Déconstruire les visions extrêmes et négatives du pastoralisme et de la conservation
- Requalifier les relations entre élevage pastoral et environnement et approcher et reconnaître les savoirs écologiques des pasteurs comme les autres savoirs locaux
- Améliorer la compréhension des systèmes d'élevage dans leur diversité et à l'échelle de leur mobilité
- Améliorer la compréhension des impacts de la pâture sur les écosystèmes et la biodiversité
- Mettre en place de dispositifs de suivi concertés des ressources naturelles et de la biodiversité impliquant les pasteurs



4- Conclusion: comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

4.2- Impliquer véritablement les populations riveraines dans la gestion de la biodiversité en périphérie des aires protégées

- Ne plus se satisfaire des approches de « sensibilisation »
- Revoir les approches de « saupoudrage » des actions de développement des zones tampons
- Identifier les leaders des différents groupes d'éleveurs pour les impliquer véritablement dans le dialogue et la gestion à l'échelle des espaces pastoraux utilisés par les éleveurs
- S'appuyer sur des médiateurs – passerelles entre agriculteurs et éleveurs locaux et nouveaux arrivants
- S'intéresser et agir sur les problèmes réels des éleveurs qui fréquentent la périphérie des aires protégées:
 - Eau pastorale accessible en lien avec les itinéraires de transhumance
 - Accès aux ressources en pâturage / pression agricole
 - Santé animale particulièrement important dans les zones soudaniennes et forestières
 - Citoyenneté et accès aux services

4- Comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

4.3- Travailler sur la gouvernance des ressources naturelles et la pratique du droit agro-pastoral et environnemental

- Intégrer les différents acteurs du territoire pour une vision partagée des enjeux de biodiversité
- Préserver les acquis des alliances historiques et soutenir l'ouverture à de nouvelles collaborations entre agriculteurs et éleveurs
- Améliorer la compréhension du droit par les acteurs institutionnels pour un meilleur respect du droit et soutenir les dispositifs de défense des droits des agriculteurs et des éleveurs
- Soutenir les dialogues inter communautaires ; rôle fondamental des leaders pour améliorer la gouvernance locale des territoires et des ressources naturelles
- Utiliser les outils développés pour la sécurisation du foncier pastoral et d'aménagement concerté de l'espace: chartes, conventions locales, schémas d'aménagement foncier...





4.4- Intensifier les complémentarités entre agricultures et élevages

- **Reconnaître et renforcer les complémentarités l'interdépendance entre élevage pastoral mobile/ naisseur et les autres élevages plus spécialisés (laitiers périurbain, traction animale, finition des animaux maigres)**
- **Renforcer les échanges entre agricultures et élevages mobiles :**
 - Fertilité : fumier, poudre de parc, compost,
 - Parcs arborés (éléments minéraux, fourrages, ombrage, graines disséminées)
 - Cultures fourragères associées aux céréales et développement des cultures à double fin
 - Animaux dans les exploitations agricoles (fourniture d'animaux de bât et de trait...)
 - Échanges de services entre agriculteurs et éleveurs (enfants bouviers, transport des récoltes)

4- Comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

4.5- Développer le dialogue multi-acteurs pour la coopération transfrontalière intégrant la préservation de la biodiversité

- Processus de concertation entre collectivités frontalières Régions, départements Etats fédéraux
- Renforcement de la gouvernance transfrontalière,
- Suivi des mouvements et observations des sites stratégiques
- Aménagements pastoraux facilitant les mouvements transfrontaliers, mise en cohérence des aménagements, sécurisation des espaces pastoraux transfrontaliers
- Valorisation des filières pastorales et commerce transfrontalier,

**DEUXIEME EDITION DE LA RENCONTRE REGIONALE DES
CADRES INSTITUTIONNELS DE GESTION DE LA
TRANSUMANCE DES PAYS SAHELIENS ET COTIERS
(COMITES NATIONAUX
DE TRANSUMANCE ET CADRES TRANSFRONTALIERS)**

Accra, 12-14 Mars 2024



4- Comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

4.6- Soutenir la mise en cohérence des politiques nationales et régionales permettant de mieux intégrer pastoralisme et conservation de la biodiversité

- Une vision régionale du développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux construite avec les différents pays et acteurs concernés



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



3-1. La construction d'une vision partagée à l'échelle régionale

La stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Réunion des Experts

Abidjan, Côte-d'Ivoire, le 27
Septembre 2023

www.ecowas.int



SÉCURISER LE FONCIER
AGRO-PASTORAL
ET PRÉVENIR
LES CONFLITS AGRO-PASTORAUX
EN AFRIQUE DU CENTRE
ET DE L'OUEST

DIALOGUE RÉGIONAL
Djaména, 23-25 novembre 2021

Un axe fondamental améliorer la gouvernance des territoires et des ressources naturelles essentielles à la production et à la résilience des systèmes d'élevage

Un processus d'élaboration d'une stratégie régionale (Afrique centrale : Tchad, RCA, Cameroun)



Merci de
votre
attention



Annexes

Des trajectoires pastorales instables fortement perturbées par l'insécurité

Ardo Tchadi : originaire du Tchad (Dourbali) puis arrivé en RCA dans les années 90 (recherche de bons pâturages, eau d'abreuvement)

Pour être accepté : **prise de contact avec chefs de village et autorités locales**

Kaga-Bandoro (2/3 ans), Bambari (4/5ans), Ippy et Bria (1/2 ans), Mboki (1 an)

2002 traversée de la frontière RDC. Parmi les premiers éleveurs à être arrivés en RDC: arrivée durant la saison sèche suite à l'observation du pâturage libre

Autorisation par les autorités locales de se maintenir dans la localité de Dingba (nord-est de la RDC) par un papier provisoire puis un papier de la DGM (autorité militaire) (en échange de la restitution des armes à feu)

Paiement de droits pour faire paître les animaux



4- Comment agir pour une gestion plus durable et apaisée de l'élevage pastoral en phase avec les objectifs de protection de la biodiversité?

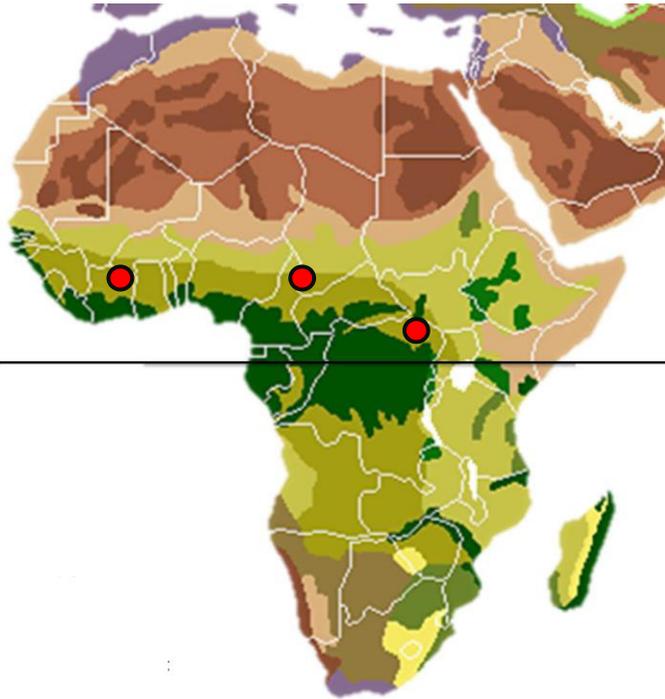
4.6- Utiliser les outils développés pour la sécurisation du foncier pastoral et d'aménagement concerté de l'espace

- diagnostic pastoral à l'échelle des itinéraires de transhumance
- animer la concertation pour construire une vision globale de gestion des espaces agropastoraux intégrant la biodiversité (chartes de territoire, conventions locales, SAF...)
- accords sociaux locaux à l'échelle des sites entravant la mobilité ou générant des conflits d'usage



3- La demande des gestionnaires : vers une gestion durable négociée des espaces pastoraux en périphéries des aires protégées

3 contextes ayant en commun des enjeux et une dynamique de **dégradation des milieux** :



Les facteurs de dégradation du milieu naturel protégé (pour la ressource naturelle et la cachette) :

- **Braconnage** (surtout professionnel) de la grande faune terrestre
 - Pêche professionnelle (allochtone)
 - **Front agricole** (abattis-brûlis, cultures de rente : anacarde, coton en RCI, igname en RDC)
 - **Groupes armés** (terrorisme, banditisme)
 - **Exploitation minière**
 - **Pastoralisme**
- => Quelles interconnexions ?

Relance de la gestion des aires protégées par les Etats: étatique direct (OIPR RCI) ou déléguée (RDC, Tchad)

Exception : Tchad gestion locale (RFBL et Canton Dari) : **un dispositif de gestion locale par les populations structurées en associations Ilods transformé en Parc National**